

GRAND ANGLE



Un repas de famille dans une villa de Saint-Eugène, à Alger, en 1881. La bourgeoisie juive de la capitale s'habille déjà à la française. Seul le doyen porte le turban.

Juifs d'Algérie Mémoires retrouvées



Mariage de Messaouda Fortunée et Adolphe Kassis à Laghouat, dans le sud algérien, en 1912.

«Indigènes» naturalisés français en 1870, ils ont massivement quitté la terre ancestrale en 1962. A Paris, une exposition explore, à la lumière d'archives familiales, le destin de la plus importante communauté juive de France.

Par **CORINNE BENSIMON**

L'appel a été lancé en 2011 sur le site du musée d'Art et d'histoire du judaïsme (**Mahj**) comme une bouteille à la mer. En prévision de sa première exposition sur les juifs d'Algérie, le musée invitait à proposer photos, objets rituels, vêtements, toutes choses conservées comme un souvenir de «là-bas» et du départ massif de la terre ancestrale en 1962, après les accords d'Evian. Sur les 900 000 Français qui ont alors quitté l'Algérie, 130 000 étaient juifs, héritiers d'une histoire singulière.

Présents dans cette région depuis plus de 2000 ans, sujets de seconde zone après les conquêtes arabe et ottomane, les «israélites indigènes» d'Algérie ont été collectivement naturalisés français en 1870. Cet événement exceptionnel, émancipateur, a placé l'adhésion au pacte républicain au cœur de leur culture, forgeant un «*judaïsme discret, invisible dans la société française alors que cette communauté juive est la plus importante de France*», souligne l'historien Benjamin Stora. L'exposition qui s'ouvre demain à Paris, assortie d'une belle programmation, est aussi le récit d'une intégration, passage d'un monde traditionnel, oriental, à un autre, républicain, français.

«*Le projet est né d'un sentiment d'urgence*», explique Anne Hélène Hoog, commissaire de l'exposition. C'était en 2005, Benjamin Stora terminait son livre *Les Trois Exils. Juifs d'Algérie*. «*A cette époque, enchaîne l'historien, conseiller scientifique de l'exposition, les émeutes dans les banlieues et les actes antisémites soulevaient pour la première fois dans la génération issue de la diaspora d'Algérie la question de ses liens avec la France, et de leur fondement.*» «*Nous avons alors réalisé à quel point il y avait, dans cette communauté, une perte collective de la mémoire familiale*», ajoute Anne Hélène Hoog. Un effacement lié au temps — cinquante ans ont passé depuis le départ d'Algérie — mais aussi

aux ruptures. Géographique : à la différence de leurs coreligionnaires de Tunisie et du Maroc, les juifs d'Algérie ne retournent pas dans ce pays où ils se sentent indésirables. Générationnelle : la mémoire a été, en partie, tue. Pourquoi ? «*Le départ a été un arrachement et une défaite intime, relève Benjamin Stora. Et la priorité était de refaire sa vie, vite, saisir la chance d'être Français et d'entrer dans la modernité métropolitaine*». S'intégrer, donc, quitte à se glisser sous le qualificatif de «*ped-noir*» désignant les colons et enfants de colons. «*On a longtemps cherché le titre de l'exposition, raconte Anne Hélène Hoog. Juifs algériens ? Ils sont français depuis six générations. Rapatriés ? Ils n'avaient aucune attache en métropole. Exilés, réfugiés, immigrés ? On a opté simplement, pour "Juifs d'Algérie".*»

«**Leur vie s'écoule en paix**»

Plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel du Mahj, «*pionniers*» du premier fonds d'archives familiales créé par le musée. «*Nous avons demandé un texte sur chaque item, quelques phrases sur la famille, explique la commissaire. L'idée est de montrer ce qu'il reste du passé, ce que l'on en sait, et d'offrir un récit qui tisse les mémoires familiales et l'histoire institutionnelle, collective.*»

Voyage, l'exposition s'ouvre sur une spectaculaire assemblée de quarante sacs à *talit* (châle de prière) du début du

XX^e siècle. Offert au garçon pour sa bar-mitsva (sa «*communion*» disaient les juifs de l'Algérie coloniale), chaque sac est brodé à son nom, parfois en hébreu, souvent en français. On avance : l'Algérie s'étend devant soi, comme en rêve, sa côte toute proche, d'Oran à Bône. Le «*retour au territoire*» s'accomplit sous l'œil d'une famille de Constantine captée en 1881, au tournant des deux mondes : les parents en costume juif ottoman, les enfants à la mode de Paris, tous Français de fraîche date. Et on plonge dans l'histoire profonde, celle de l'archéologie qui rapporte l'arrivée, au I^{er} siècle après Jésus Christ, de juifs exilés par Titus. On croise, au VII^e siècle, la Kahena, la «*reine des Aurès*» révéree aujourd'hui par les juifs et les Berbères pour avoir résisté cinq ans à la conquête arabe. On découvre Tamentit, cité saharienne où «*les juifs abondent*», selon un voyageur génois du XV^e siècle : «*Leur vie s'écoule en paix dans la dépendance de divers maîtres.*» Dans les territoires conquis par les Arabes, juifs et chrétiens deviennent des *dhimmis* (protégés), statut qui leur accorde une autonomie restreinte aux plans juridique et religieux, mais les soumet à des contraintes (fiscales, vestimentaires, professionnelles) plus ou moins vexatoires selon les périodes. Sous la férule des Almohades, au XII^e siècle, ils sont interdits de culte et le judaïsme s'étiole jusqu'à l'afflux, au XV^e siècle des

juifs expulsés d'Espagne et du Portugal par les Inquisiteurs. «*De cette époque, commente Anne Hélène Hoog, celle de Jules Ferry et de l'instruction laïque et obligatoire. Dans leur majorité, ils resteront confiants jusqu'à la fin dans la capacité de la République à accomplir l'égalité universelle, dont celle des musulmans, dans une Algérie française.*» La III^e République est là, dans ces portraits de parents encadrés, emportés en France. Et dans cette photo ensoleillée des environs d'Alger où pose une famille juive, calèche et bicyclettes, robes parisiennes et costumes trois pièces, heureuse devant un café, le Rendez-vous des chasseurs, où l'avenir, pourtant, gronde : des affiches y sont collées, appelant à voter Edouard Drumont, l'auteur de *La France juive*. Nous sommes en 1898, année où les ligues antijuives fleurissent en Algérie sur fond d'affaire Dreyfus. Elles réclament l'abrogation du décret Crémieux, redoutant que l'émancipation des juifs préfigure celle des musulmans. Des émeutes antisémites enflamment Alger, où Drumont — on le voit accueilli par une foule en liesse — sera élu député tandis que 36 mairies sont conquises par les «listes antijuives».

Après la Première Guerre, la haine ne désarme pas. Le 5 août 1934 éclatent, à Constantine, des émeutes musulmanes. Sous le regard de la police, 23 juifs sont assassinés. De cet épisode, qui a traumatisé la ville la plus «judéo-arabe», un album de famille témoigne : salon dévasté, rues jonchées de linge et meubles défenestrés... «*La colonie devient le champ expérimental des groupes fascistes*», écrit l'historien Philippe Landau dans le très riche catalogue de l'exposition. En 1936, les juifs d'Algérie votent massivement pour le Front populaire qui proposera de donner la nationalité à 20 000 musulmans. Le projet échouera sous les haros des coloniaux. En 1940 s'ouvre la période noire, dont le Mahj présente des récits personnels. Vichy à Alger, c'est le retrait de la nationalité française aux 130 000 juifs de la colonie. Une indignité éparpillée à leurs coreligionnaires de métropole et non exigée par les Allemands. Exclus de nombreuses professions, ils sont aussi jetés des écoles ; une mesure, inconnue en France, qui marquera profondément une communauté dont l'émancipation a reposé sur l'enseignement public. Il faudra attendre octobre 1943, un an après le débarquement anglo-américain en Algérie, pour que le décret Crémieux soit restauré par De Gaulle.

«*Il n'y aura pas de position communautaire, seulement de rares engagements armés individuels, dans un camp ou l'autre*, relève Benjamin Stora. *Les juifs se méfient autant de l'OAS, qui a recruté dans l'extrême droite pétainiste, que des indépendantistes, qui dessinent une Algérie aux valeurs arabo-musulmanes.*» Entre 1956 et 1960, les attentats arabes contre les juifs se multiplient, puis c'est l'OAS qui entre dans le jeu de la terreur. Au printemps 62, l'exode. La transplantation est brutale, les familles sont éclatées sur le territoire. Mais une enquête, dans les années 80, montre qu'aucune identité «judéo-algérienne» n'émerge en France. Signe d'une intégration, «*d'une volonté de ne pas transmettre une mémoire malheureuse*», estime Raphaël Draï. Alors, on se souvient des bons côtés de la vie, du cinéma, des champions — Robert Cohen et Alphonse Halimi (boxe), Alfred Nakache (natation) —, et de la musique. C'est l'épilogue de cette exposition dont les festivités s'ouvriront dimanche avec le concert exceptionnel, dans la cour pavée du musée, des «papys du chaâbi» d'El Gusto. S'il ne pleut pas. ◆

Dès 1845, des rabbins sont envoyés de métropole pour «régénérer» le judaïsme algérien, considéré comme archaïque ; l'apprentissage du français est encouragé. En 1870, le décret Crémieux déclare «*citoyens français, les israélites indigènes*» d'Algérie. Un second décret, qui permet aux «*indigènes musulmans*» de demander la naturalisation, rencontrera peu d'échos. «*Pour les juifs d'Algérie, la France, c'était la liberté, la fin du statut de dhimmi*», note Raphaël Draï, professeur de sciences politiques, conseiller scientifique de l'exposition.

Listes et émeutes antijuives

«Nous avons réalisé à quel point il y avait, dans cette communauté, une perte collective de la mémoire familiale.»

Anne Hélène Hoog commissaire de l'exposition

Familles éclatées

Neuf ans après la fin de la Deuxième Guerre, en 1954, commence celle de l'indépendance. La communauté est «*coincée entre l'antisémitisme français et la méfiance arabe*», résume Albert Camus en octobre 1955 dans *L'Express*. En 1956, le FLN lance un appel aux juifs «*à proclamer leur appartenance à la nation algérienne*». «*Il n'y aura pas de position communautaire, seulement de rares engagements armés individuels, dans un camp ou l'autre*, relève Benjamin Stora. *Les juifs se méfient autant de l'OAS, qui a recruté dans l'extrême droite pétainiste, que des indépendantistes, qui dessinent une Algérie aux valeurs arabo-musulmanes.*» Entre 1956 et 1960, les attentats arabes contre les juifs se multiplient, puis c'est l'OAS qui entre dans le jeu de la terreur. Au printemps 62, l'exode.

La transplantation est brutale, les familles sont éclatées sur le territoire. Mais une enquête, dans les années 80, montre qu'aucune identité «judéo-algérienne» n'émerge en France. Signe d'une intégration, «*d'une volonté de ne pas transmettre une mémoire malheureuse*», estime Raphaël Draï. Alors, on se souvient des bons côtés de la vie, du cinéma, des champions — Robert Cohen et Alphonse Halimi (boxe), Alfred Nakache (natation) —, et de la musique. C'est l'épilogue de cette exposition dont les festivités s'ouvriront dimanche avec le concert exceptionnel, dans la cour pavée du musée, des «papys du chaâbi» d'El Gusto. S'il ne pleut pas. ◆

JUIFS D'ALGÉRIE

Musée d'art et d'histoire du judaïsme,

71, rue du Temple, 75003 Paris.

Jusqu'au 27 janvier 2013. Rens. : www.mahj.org



A Bordeaux, cité du Grand Parc, en 1967, Suzanne Drigès et ses enfants. PHOTO ARCHIVES FAMILIALES